

Résumé de l'étude de la Banque Mondiale

Sur la relance de l'intégration de la région MENA à l'ère post-Covid

Le rapport élaboré par la Banque Mondiale en octobre 2020 révèle que, face au double choc de la crise sanitaire et de l'effondrement des prix du pétrole, la région du Moyen Orient et de l'Afrique du Nord n'a a priori d'autre choix viable, dans cette ère d'interdépendance, que de s'engager dans un vaste programme de réformes institutionnelles et économiques d'intégration régionale.

I. La région MENA fait face à un double choc en 2020

La pandémie du COVID-19 et l'effondrement des prix du pétrole ont, selon le rapport, des répercussions sur tous les aspects des économies de la région MENA, se traduisant notamment par :

- Une contraction de 5,2 % du PIB en 2020, inférieure de 4,1 points de pourcentage par rapport aux prévisions d'avril 2020 et de 7,8 points par rapport à celles d'octobre 2019.
- Une forte détérioration du compte courant de la balance des paiements et du solde budgétaire de la région qui devraient s'établir respectivement à - 4,8 % et -10,1 % du PIB en 2020.
- Une augmentation de la dette publique passant d'environ 45 % du PIB en 2019 à 58 % en 2022.

La pandémie pousse bon nombre de citoyens de la région dans une plus grande pauvreté. Les enquêtes réalisées par la Banque Mondiale indiquent que la pandémie a touché particulièrement les personnes travaillant pour leur propre compte ou dans le secteur informel

En dépit de la diversité des programmes de transferts et autres mécanismes d'adaptation, de nombreux ménages voient leur pouvoir d'achat baisser drastiquement. Les ménages les plus pauvres sont les plus touchés, comme le montrent les données de la Tunisie. En effet, les ménages tunisiens du quintile le plus pauvre sont environ cinq fois plus susceptibles d'avoir réduit leur consommation alimentaire que ceux du quintile supérieur de richesse.

Pour faire face à la pandémie du COVID-19, la priorité devrait consister à s'attaquer à la crise sanitaire tout en s'employant à préserver les capacités de consommation et de production. « À moyen terme, il faudra impérativement stimuler la productivité pour rétablir la croissance et stabiliser la dette. Cela passe notamment par la poursuite de réformes institutionnelles de nature à redéfinir le rôle de l'État, promouvoir une concurrence loyale, accélérer l'adoption de technologies numériques et favoriser l'intégration régionale »

II. Vers une relance de l'intégration de la région MENA à l'ère post-COVID

« L'ouverture des échanges peut être déterminante pour assurer la participation de tous, à condition que soient mises en œuvre des réformes commerciales en complément des stratégies de promotion d'une croissance partagée. Combiné à des politiques sectorielles favorables, le commerce peut contribuer à réduire la pauvreté et à accroître les moyens d'action des couches pauvres et marginalisées, surtout des jeunes et des femmes ».

1- L'intégration du commerce dans la région MENA, aussi bien entre les pays de la région qu'avec le reste du monde, reste toutefois inférieure aux attentes pour des raisons à la fois économiques et politiques. Entre autres, on peut citer :

- L'exclusion des biens et services agricoles des accords d'association avec l'Union européenne,

- La persistance de coûts commerciaux non tarifaires élevés.
- L'insuffisance de réformes juridiques propices à l'investissement et le manque de convergence des règlements concernant les mesures non tarifaires (MNT).
- Les conflits et la violence plombent les échanges commerciaux et nuisent tant à la croissance économique qu'au potentiel d'intégration.
- L'environnement des entreprises et le secteur de la logistique freinent l'intégration des pays MENA dans les chaînes de valeur régionales et mondiales.
- La région MENA affiche de piètres résultats en ce qui concerne l'accès au crédit.
- Le commerce transfrontalier coûte cher et prend du temps : il faut en moyenne 442 dollars et 53 heures pour se conformer aux formalités à l'exportation, ce qui est trois fois plus cher et quatre fois plus long que les moyennes des économies à revenu élevé de l'OCDE.
- L'absence d'un régime d'insolvabilité moderne,
- L'imprévisibilité des mesures de contrôle et la faible mobilité de la main-d'œuvre. La région est l'une des plus restrictives en ce qui concerne le commerce des services.

La pandémie du COVID-19 offre l'occasion aux pays de la région de repenser leurs politiques économiques et sociales en vue de renforcer l'intégration commerciale et de réduire parallèlement leur dépendance à l'égard du pétrole.

2- Vers un nouveau cadre d'intégration pour la région

Pour y parvenir, « un programme d'intégration coordonnée du commerce doit être élaboré en vue de rationaliser les chaînes de valeur régionales (CVR) et d'assurer une participation accrue aux chaînes de valeur mondiales (CVM), mais aussi d'attirer des investissements de qualité propices à la réalisation d'une stratégie de développement régional diversifié, participatif et durable ».

Ce programme privilégie des approches Trans-sectorielles parmi lesquelles l'établissement **d'un marché numérique commun** pour la région MENA. Cette dernière peut améliorer sa connectivité numérique avec des marchés africains et européens en vue d'accroître sa productivité et de coordonner une riposte efficace en cas de catastrophe. La connectivité régionale pourrait être soutenue par le développement des infrastructures sous-régionales et l'élargissement du commerce numérique. Il faudra adopter les nouvelles technologies et fournir des « biens publics numériques », y compris des solutions Internet à haut débit rapides et fiables et des modes de paiement numérique.

Des programmes régionaux de développement des compétences et de renforcement des capacités statistiques sont nécessaires pour faire en sorte que les pays engrangent des profits à grande échelle, se spécialisent davantage et développent leurs avantages comparatifs, ce qui pourrait contribuer à une intégration plus poussée.

Les perturbations planétaires provoquées par la pandémie ont une incidence sur la manière dont les entreprises multinationales décident de réorganiser leurs chaînes de valeur d'un point de vue géographique et sectoriel. La région MENA devrait adopter des politiques qui lui permettent de s'adapter à de telles réorganisations.

Les pays MENA peuvent tirer parti de la tendance à la relocalisation des chaînes de valeur mondiales ou à leur délocalisation dans un pays proche, qui rapproche des activités de production d'intrants intermédiaires des trois principales régions commerciales que sont l'Union européenne, l'Asie et le Pacifique, ainsi que l'Amérique du Nord.

Après le COVID, les échanges commerciaux peuvent être motivés par les secteurs les plus viables et les plus résilients aux chocs économiques, qui offrent par ailleurs des possibilités d'une reprise immédiate et d'une transformation à long terme pour la région MENA à l'instar des services de santé, de la sécurité alimentaire et de l'économie du savoir.

La mobilité de la main-d'œuvre au sein de la région, particulièrement dans le domaine du commerce des services, peut être encouragée pour renforcer le capital humain et l'adaptation des compétences. Les politiques européennes peuvent favoriser un tel objectif à travers la relance des négociations autour d'un partenariat pour la mobilité qui faciliterait davantage la migration légale d'hommes d'affaires, d'étudiants et de jeunes travailleurs de la région vers l'Europe.

3- Pour réussir, le « nouveau cadre d'intégration du commerce dans la région MENA » l'on s'appuierait notamment sur les piliers suivants :

- Une libéralisation des échanges qui profite à tous les secteurs, y compris l'agriculture et les services, accompagnée de réformes dans tous les domaines réglementaires d'intérêt mutuel, notamment la facilitation du commerce, les normes et l'évaluation de la conformité, la protection des investissements, les marchés publics et la politique de la concurrence.
- L'adoption simultanée de réformes intérieures dans le cadre d'une collaboration plus étroite avec d'autres pays de la région, mais également avec ceux d'Europe et d'Afrique.
- Le renforcement du secteur privé en tenant compte des complémentarités entre la promotion du commerce et le développement du secteur privé. L'assistance technique de partenaires de la région dans le cadre d'échanges Sud-Sud devrait être envisagée dans les accords comme un moyen de renforcer la confiance

Conclusion

Si à court terme la pandémie implique des pertes considérables que l'on doit assumer tout en s'efforçant d'en limiter l'impact sur les familles à faible revenu et sur la petite et moyenne entreprise, à moyen et long termes, d'importants gains peuvent être engrangés à condition d'en réunir les conditions, en tête desquelles la résorption des goulots entravant la liberté d'initiative, l'élimination des distorsions source de gaspillage dans l'allocation des ressources, la convergence des efforts sur des secteurs et des activités présentant des avantages comparatifs significatifs sur les plans régional et international et surtout en favorisant une intégration économique plus profonde de l'Afrique, tout en s'adaptant à la relocalisation des industries stratégiques après les importantes ruptures d'approvisionnement entravant la production de biens essentiels.

Abdelhamid Triki le 15/02/2021

[Rapport de la Banque Mondiale sur l'intégration de la région MENA à télécharger](#)